



COLLOQUE DU 17 MAI 2008

Migrants, coopération et solidarité internationales

Dossier pages 2 à 6



Un nouveau relais pour les migrants

C'est fait, COSIM ⁽¹⁾ de Basse-Normandie est née. Notre nouvelle organisation va enfin fédérer l'ensemble des associations tournées vers et portées par les migrants de la région. Au travers de nos missions, nous serons leur relais, ici et là-bas, pour soutenir des projets de co-développement (commerce équitable, formation, santé...). Cette COSIM sera la force capable de faire émerger de nombreux projets en Basse-Normandie. L'organisation sera désormais l'instance

de référence. C'est pourquoi, nous serons aux côtés des associations afin qu'elles élaborent bien leur dossier pour bénéficier ensuite des subventions attribuées par les institutions (FORIM, Europe et État). Il sera également de notre ressort de professionnaliser les bénévoles des associations engagées sur des actions de coopération. Des projets que nous suivrons grâce à la création d'antennes autonomes sur place. Nous aimerions également créer une radio des migrants en Afrique

afin de mieux communiquer sur les projets en cours ou aboutis dans les pays d'origine des migrants. Enfin, je souhaite voir aboutir COSIM Normandie qui réunira les associations de Haute et Basse-Normandie. ■

⁽¹⁾ Co-organisation de solidarité internationale issue de l'immigration

SÉBASTIEN DOSSOU,
Président de COSIM
de Basse-Normandie

CRÉATION D'UNE COORDINATION RÉGIONALE DES ASSOCIATIONS DE MIGRANTS

Des « passeurs » entre le Nord et le Sud

Le 17 mai 2008, Horizons Solidaires et la Jarre Percée organisaient à Caen un colloque régional sur le thème « Migrants, coopération et solidarité internationales ». Il débouche sur la création d'une coordination normande des organisations de solidarité issues des migrations.

Depuis 60 ans, la France a accueilli des hommes et des femmes venus d'ailleurs, principalement d'Afrique, attirés par les promesses d'embauche et de bien-être matériel. Beaucoup sont restés, même si ce n'était pas leur objectif initial ; des quartiers communautaires se sont constitués dans les banlieues des villes. Les migrants ont largement contribué au développement économique de l'hexagone, en même temps qu'au soutien de leur famille au pays. À tel point que la manne financière envoyée par les migrants dans leur pays d'origine représente aujourd'hui le double des dépenses d'aide au développement de la France !



Des réseaux solides en France et dans leurs pays d'origine

D'abord spontanée et désorganisée, l'aide des migrants vers leur pays d'accueil s'est progressivement structurée, sous

l'action combinée de plusieurs facteurs. Les migrants ont développé des réseaux solides en France et dans leur pays. Les collectivités territoriales françaises, de plus en plus impliquées dans des politiques de co-développement,

ont trouvé en eux et au sein des associations créées, des interlocuteurs ayant une bonne connaissance de leur pays d'origine. De même, le développement d'une société civile plus structurée dans les pays du Sud les fait apparaître com-



Un forum pour porter la voix des migrants

Le FORIM, Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations, s'est constitué en 2002 à l'initiative de Charles Josselin, alors ministre de la Coopération. Il réunit les groupements, fédérations et réseaux d'associations de solidarité internationale issues des migrations. Il a pour objet de valoriser leur apport à la coopération et à la solidarité internationales, l'implication de leurs membres dans le développement des pays d'origine ainsi que leur rôle en faveur de l'intégration en France et de l'éducation au développement. Il vise aussi à favoriser l'accès des OSIM aux divers dispositifs d'appui à la solidarité, au niveau français, européen et international.



Ils ont dit

« L'implication des migrants dans des actions de coopération décentralisée est un moyen d'intégration auquel je les sais attentifs. »

CHARLES JOSSELIN, président de Cités Unies France, ancien ministre de la Coopération



« A nous, les migrants d'aujourd'hui, de bâtir l'Afrique de demain. »

SÉBASTIEN DOSSOU, président de la Jarre Percée



ATELIER 1

Collectivités locales et migrants : un partenariat réussi

L'implication des migrants dans les projets de coopération décentralisée portés par les collectivités est souvent gage de réussite. L'exemple d'Hérouville Saint-Clair.

me des personnes connaissant mieux que d'autres les méandres de la constitution de projets en France. Ainsi sont-ils devenus des « passeurs » entre le Nord et le Sud. Leurs associations, appelées OSIM - organisations de solidarité internationale issues des migrations ⁽¹⁾ - mènent au quotidien des projets en lien direct avec des politiques de co-développement.

Création d'une coordination régionale

Ces associations constituent un moyen privilégié de la coopération et de la solidarité internationales, malheureusement trop souvent ignorées ou peu visibles. Le colloque du 21 mai, organisé conjointement par Horizons Solidaires et la Jarre Percée, avait donc pour but de mettre en évidence le rôle et la place des migrants dans ces échanges économiques complexes et dans l'appui aux collectivités et associations. À court terme, il devait aussi susciter la création d'une coordination régionale des OSIM, susceptible d'être un interlocuteur identifié, tant en France que dans les pays d'origine. C'est chose faite. La COSIM, coordination régionale des OSIM-Basse-Normandie, et qui devrait s'élargir prochainement à la Haute-Normandie, a déposé ses statuts en préfecture et a rejoint le Forum national des organisations issues des migrations (lire ci-contre).

« Association à but non lucratif constituée par des personnes d'origine immigrée ayant tout ou partie de leurs activités tournées vers leur pays d'origine. » (définition du Haut Conseil à la Coopération Internationale).



Samba Touré, président de l'association de liaison pour le développement d'Agnam au Sénégal.

Le partenariat entre la ville d'Hérouville Saint-Clair (Calvados) et la communauté rurale d'Agnam, département de Matam, (Sénégal) remonte à 1986, avant la loi sur la coopération décentralisée. ALDA, association de liaison pour le développement d'Agnam, créée six ans plus tôt par des ressortissants pour trouver des solutions au problème de la sécheresse au Sahel, était venue trouver les élus normands. « Notre projet consistait à permettre un accès à l'eau potable », explique Samba Touré, président d'ALDA. Deux forages et 24 kilomètres de canalisations sont réalisés en 1985. « Depuis, tous nos projets de développement ou d'appui institutionnel ont été mis au point, cofinancés, réalisés et suivis en coopération directe avec l'association », témoigne Jean Deshayes, chargé de mission de la ville d'Hérouville.

Dernier en date : la construction du collège d'Agnam, achevée en 2006. L'exemple illustre à la fois la pertinence et les difficultés d'un tel partenariat. « Il a fallu désigner le porteur de projet, or la question du leadership se pose toujours. L'administration française exigeait un document officiel pour l'attribution du terrain ; nos élus voulaient des garanties sur le respect de la démocratie ; puis s'est posée la question du contrat avec l'architecte (droit français ou



Jean Deshayes est chargé de mission à la ville d'Hérouville Saint-Clair (14).

sénégalais ?) et le choix du maître d'ouvrage. Une fois la structure posée, le responsable du collège a voulu clôturer. Il manquait les manuels scolaires. On n'avait plus d'argent. À la demande de Garbsen, la ville jumelle allemande, c'est l'ambassade de RFA à Dakar qui a co-financé. Finalement, on se rend compte aujourd'hui qu'il faudrait construire des logements pour les professeurs », rapporte Jean Deshayes. Malgré ces contretemps, avant tout culturels, « le partenariat est une réussite et il est le seul capable d'assurer la pérennité, l'autonomie et la réciprocité des projets ». D'ailleurs, un nouveau projet est déjà en route pour la construction d'un lycée. ALDA est le porteur désigné et Hérouville se chargera de collecter une partie des fonds.

EN RÉSUMÉ

Atouts et difficultés d'un partenariat

Le +

- Les migrants connaissent le pays d'origine
- Ils sont les interprètes directs des besoins du territoire
- Ils assurent le suivi du projet sur place (chantier)
- Ils sont essentiels pour la durabilité des actions (fonctionnement)

Le -

- La méthodologie d'encadrement du projet est différente pour une collectivité ou une OSIM
- Ils sont d'ici et de là-bas, ce qui fait que leur point de vue n'est pas forcément celui des locaux

« Il faut trouver des pratiques de travail en commun parce qu'on est condamné à vivre ensemble. »

MUSTAPHA BOURAS, Président du Centre d'Education et de Formation Interculturel Rencontre (CEFIR)



JEAN DESHAYES, secrétaire d'Horizons Solidaires

« Un jour ou l'autre, dans la lignée de nos aïeux, nous avons tous été des migrants, c'est-à-dire des voyageurs de l'histoire humaine. »



ATELIER 2

Le migrant vecteur de développement

Le co-développement doit permettre aux personnes migrantes et issues de l'immigration de jouer un rôle reconnu et valorisé dans le développement de leur pays d'origine.

Les migrants vivant en France ont élaboré des réseaux pour envoyer une partie de leurs revenus dans leur pays. Peu structurée et dispersée, cette manne financière a été jusqu'ici peu utile au développement. Aujourd'hui, sous l'impulsion d'associations constituées de citoyens actifs et participatifs, tant en France que dans les collectivités locales de leur pays d'origine, les choses changent. Désormais, le co-développement, mené à l'initiative des diasporas, se décline au travers d'actions économiques, culturelles, humanitaires... Il se traduit localement, régionalement et na-



tionalement, en complément des aides publiques nationales (APD), européennes et internationales classiques. « Le co-développement ne doit pas être confondu avec l'APD », précise Noussithé Koueta, chargé de la coopération à la mairie d'Hérouville-Saint-Clair. Eugénie Diecky, directrice des programmes d'Afrika N°1 précise : « l'année dernière, les diasporas africaines ont transféré environ 20 milliards d'euros en Afrique, une somme supérieure à l'APD. » Le co-développement s'appuie sur un réseau structuré d'acteurs associatifs, ici et là-bas. « Pourtant, bien qu'il y ait beaucoup d'intelligence, de cœur et de « cerveau », dans nos pays d'origine, les problèmes persistent, regrette Mustapha

Bouras, président du Centre d'Education et de Formation Interculturel Rencontre (CEFIR). Par exemple, l'Algérie n'a jamais été aussi riche et pourtant, il y a toujours ce déficit de compétences pour bien accompagner son développement. » Résultat, les migrants ne bénéficient pas de la reconnaissance de leurs savoir-faire et de leurs expertises. Toutefois, des expériences de co-développement sont en cours. « Afin de ralentir l'exode rural, première étape vers l'émigration en France, un projet de tourisme rural est lancé au Maroc grâce au transfert de compétences », indique Mustapha Bouras. L'émergence de structures soutenues par les Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration (OSIM) doit enfin « booster » le co-développement. « A nous, les migrants d'aujourd'hui, de bâtir l'Afrique de demain », lance Sébastien Dossou, président de l'OSIM de Basse-Normandie. Le migrant sera ainsi l'acteur opérationnel au Sud.



Eugénie Diecky



Mustapha Bouras



Noussithé Koueta

La Jarre Percée

« Si tous les fils du Royaume venaient par leurs mains assemblées boucher les trous de la jarre percée, le pays serait sauvé. » Cette prophétie, symbolique de tolérance, de partage et de solidarité, du Roi Guezo d'Abomey (actuel Bénin) est, depuis 2004, la philosophie de l'association La Jarre Percée. Elle a pour vocation de faciliter le retour des ressortissants africains désireux de rentrer dans leur pays d'origine dans de bonnes conditions, de créer des écoles, de favoriser une coopération culturelle entre la jeunesse africaine, française et européenne... L'association, présidée par Sébastien Dossou, fédère près de 60 membres à travers toute la France.



PASCALE CAUCHY, conseillère régionale en charge de la coopération

« Qui est le mieux placé pour dire ce qui convient au pays ? Le migrant. »

NOUSSITHE KOUETA, maire-adjoint d'Hérouville Saint-Clair

« Comment mettre en valeur cette richesse humaine pour le pays « receveur » comme pour le pays « émetteur » ? L'avenir de la Basse-Normandie dépend étroitement de l'avenir des régions du Sud. »

SALAMANDRA NATURE À ALENÇON

L'appui et l'expertise d'un migrant malgache

Créée en 2004, l'association alençonnaise Salamandra Nature compte parmi ses activités de protection de la nature une action de coopération décentralisée autour d'un village de préservation des tortues dans le sud ouest de Madagascar. Léon Razafindrakoto, coordinateur du projet franco-malgache, assure un rôle essentiel en tant que migrant dans le fonctionnement de l'association.

L'association Salamandra Nature a vu le jour en juin 2004 sous l'impulsion d'anciens élèves et d'un professeur de BTSA Protection de la nature à Alençon. « En juin 2003, explique Sébastien Nys, secrétaire général de l'association, j'assistais au Sénégal à la conférence internationale sur la conservation des tortues dans le monde avec Léon Razafindrakoto, ami et ancien professeur d'écologie. Ce séjour renforça notre opinion et notre détermination à agir en faveur de la conservation animale et de l'éducation à l'environnement ». Un an plus tard, les statuts sont donc déposés ; l'équipe que rejoignent David Poirier (technicien du patrimoine) et Matthieu Podolak, animateur passionné de reptiles, est constituée. Salamandra Nature se met en place avec pour objectifs de protéger la nature par la communication et la sensibilisation de tous les publics. L'association entend également s'impliquer dans la gestion, la conservation, la protection de la nature et le développement durable à travers différentes actions et plusieurs partenariats nationaux et internationaux. Salamandra Nature entretient ainsi des relations privilégiées avec Madagascar autour d'un village de préservation des tortues dans le sud-ouest du pays. Installé dans la région d'Atsimo Andrefana, ce village présente plusieurs vocations : conservation de la biodiversité, mais aussi lutte contre la pauvreté, développement d'un commerce équitable et d'un éco-tourisme, en cohérence avec les actions menées par les autorités malgaches. Ce projet de coopération décentralisée s'inscrit dans une logique d'échange interculturel et de partage des



Léon Razafindrakoto face à une caméra de RFO à Mayotte où il était parti rapatrier des tortues malgaches.

connaissances au bénéfice des populations locales de Basse-Normandie et de Madagascar.

« Pont et pilier de la relation franco-malgache »

En tant que migrant, Léon Razafindrakoto joue un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'association. C'est lui qui assure la coordination du projet de conservation et de développement durable à Madagascar. Il développe le partenariat du projet en France, à Madagascar ainsi qu'au niveau international. « Il est le pont et le pilier de la relation franco-malgache dans ce projet, notre interlocuteur direct auprès des institutions et des autres partenaires du projet (parcs

zoologiques français, universités, entreprises...). Il joue le rôle de facilitateur entre les deux pays : visite des partenaires et envoi des éco-volontaires à Madagascar, accueil des personnalités et des artistes malgaches en France lors des manifestations co-organisées par Salamandra Nature ». L'association bénéficie ainsi de l'appui, de l'implication et de l'expertise d'un migrant dernièrement désigné parmi les experts mondiaux au sein de l'Union Mondiale pour la Conservation de la Nature (UICN).

CONTACT :

Salamandra Nature - 64, rue de Guéramé
61000 Alençon. Tél. 02 33 31 70 92
06 83 99 54 08.
Courriel : Salamandra_nature@yahoo.fr



« Qu'est ce qu'un migrant ? A la fois un citoyen du pays d'accueil, qui a la responsabilité d'en faire un espace de paix, de fraternité et de liberté, et toujours un citoyen de son pays d'origine, porteur d'une culture et d'idées nouvelles. » EUGÉNIE DIECKY, directrice des programmes de la radio francophone Afrika n°1



« La solution aux problèmes d'immigration, ici et ailleurs, ne peut être que globale et humaine. »
CHANSAMONE VORAVONG, président du FORIM



*Les migrations ont de tout temps généré la rencontre de cultures aussi différentes que riches et variées.
L'échange interculturel constitue une composante essentielle du co-développement.*

ATELIER 3

Du choc à l'échange interculturel

Comment faire des différences culturelles une opportunité et non une menace ? « La question se pose davantage avec les nouveaux migrants qu'autrefois avec les Italiens ou les Polonais, compare Charles Josselin, président de Cités Unies France, ancien ministre de la Coopération. Aujourd'hui, déplore-t-il, la différence de cultures est plus un argument de répulsion que d'intégration ». Danielle Touré-Roberget, présidente d'Eau Vive, rappelle que les migrations internationales ont toujours été à l'origine de l'interculturalité : la rencontre de langues, d'alimentations, de musiques, de religions différentes. « Il faut laisser à ce phénomène son rôle historique de "mixage" », défend-elle. Trop d'Européens aujourd'hui se croient en droit de définir la « vraie » culture africaine en refusant les emprunts faits par les artistes ici et là ».

« Lorsque nous avons créé les Afrikales en 2005, il s'agissait justement de réagir aux attitudes de certains, parfois condescendants vis-à-vis de l'Afrique et des Africains », témoigne Jacqueline Baurly, vice-présidente des Afrikales et maire-adjointe de Fleury-sur-Orne. En invitant des artistes africains autour de rencontres et de manifestations sur l'ensemble de la



Basse-Normandie, « notre objectif est de susciter un autre regard sur la culture africaine, notamment contemporaine ». Dans la région, d'autres initiatives illustrent l'intérêt et le bénéfice des échanges interculturels. Depuis sept ans, Stéphanie Lescene développe un service d'apprentissage interculturel au sein de la Ligue de l'Enseignement du Calvados. « Nous travaillons essentiellement auprès de jeunes âgés de 15 à 25 ans. Nous avons déjà organisé des échanges avec la Roumanie, l'Algérie, l'Allemagne ainsi qu'avec la Palestine et Israël. Dans ce cas précis, nous avions fait se rencontrer en France de jeunes Israéliens de Jérusalem avec des Palestiniens issus des camps de réfugiés. Les premiers jours, tous se regardaient de loin et puis leur regard a fini

par changer ». Léon Razafindrakoto, coordinateur des projets franco-malgaches au sein de l'association Salamandra Nature à Alençon, travaille lui aussi depuis une dizaine d'années sur l'interculturalité. « Nous avons ouvert un centre de protection des tortues dans le sud-ouest de Madagascar, indique-t-il. Depuis sa création en 1997 (lire aussi en page 5), le village s'est toujours voulu un lieu privilégié aux échanges interculturels à travers les venues fréquentes d'éco-volontaires, de stagiaires franco-malgaches voire d'autres nationalités. Par leurs activités à l'intérieur ou à l'extérieur du centre, ils sont en contact permanent avec la population locale. Cela induit des changements d'attitude à la fois négatifs (rejet de l'autre culture) et positifs : découverte de l'autre, prise de conscience, solidarité, développement de la personne... Un travail de préparation, notamment psychologique, est à chaque fois indispensable ».

Né au Cameroun, Gaston-Paul Effa, professeur de philosophie en France et auteur de nombreux ouvrages, « l'erreur de l'Occident est de croire en l'enfer de l'autre. La confrontation avec soi est le vrai problème. Quelqu'un qui est bien avec lui-même retrouve forcément le mouvement de l'autre ».

« Nous avons le savoir-faire, l'expérience, la sensibilité et la connaissance de notre pays d'origine. » Un migrant



« La culture est le champ des échanges d'égal à égal. Elle constitue, avec notre appartenance au peuple de la terre, un des fondements de notre amitié. » DANIELLE TOURÉ-ROBERGET, présidente d'Eau Vive

« Le retour de nombreux migrants à l'âge de la retraite va changer l'image de l'occident au pays. Ils vont partir avec la volonté de faire. Cela risque de doper l'initiative locale. » SAMBA TOURÉ, président d'ALDA

Afrikales à l'horizon 2009

Les Afrikales seront de retour en 2009, du 3 au 31 octobre, pour la troisième édition sous la présidence d'Alain Grimaud. Jacqueline Baurry lui a passé le relais en avril et assure désormais la vice-présidence. Rencontre avec le nouveau président.

Comment avez-vous intégré les Afrikales ?



En 2007, je participais à l'Escale des Afrikales à Hérouville-Saint-Clair avec Electriciens sans frontières. Nous y tenions un stand. La manifestation m'a beaucoup plu, ainsi que son principe et son organisation. J'ai adhéré à l'association et j'ai ensuite pris le relais de Jacqueline Baurry à la présidence des Afrikales.

Vous avez d'autres engagements associatifs en lien avec l'Afrique ?

Je participe également, depuis deux ans et demi, à l'association régionale Electriciens sans frontières que j'ai en partie créée. Electricien de métier, aujourd'hui à la retraite, cet engagement est pour moi la possibilité de mettre mes compétences au service de l'amélioration des conditions de vie en Afrique. Actuellement, nous étudions d'ailleurs un projet de station photovoltaïque au Sénégal. J'ai toujours été attiré par le continent africain, sans pouvoir vraiment l'expliquer. C'est une question de sensibilité.

Quel est selon vous l'esprit des Afrikales ?

Les Afrikales cherchent à dépasser les clichés auxquels l'Afrique est générale-



L'équipe organisatrice des Afrikales a contacté 200 associations et collectivités pour cette 3^{ème} édition du 3 au 31 octobre 2009.

ment associée. Nous souhaitons éveiller les curiosités et les esprits à des cultures méconnues en invitant des artistes d'origine africaine à venir partager leurs savoirs et leur histoire.

Quelles sont les nouveautés de l'édition 2009 ?

Le programme n'est pas encore réellement défini car c'est un long travail de mise en réseau et de recherche de contacts. Mais nous pouvons déjà dire qu'il y aura trois Escales au lieu d'une. Les Escales sont des rassemblements, sur trois jours, où les différents acteurs et le public sont conviés. Il y en aurait *a priori* une dans chaque département. Nous n'avons pas encore choisi

les villes qui les accueilleront mais des hypothèses ont été émises : Granville pour la Manche, Caen ou Hérouville-Saint-Clair pour le Calvados et pourquoi pas Argentan ou Flers.

15 jours avant le début des festivités, en avant-première des Afrikales, nous pensons faire un concert d'appel. Pour la suite, l'organisation d'événements durant les quatre semaines que dure la manifestation dépend des acteurs locaux. 200 associations et collectivités ont été contactées dans cet objectif.

PRATIQUE

Afrikales du
3 au 31 octobre 2009.
Mairie de Fleury sur Orne
10, rue Serge Rouzière
14123 Fleury sur Orne

Tel : 02 31 93 33
lesafrikales@wanadoo.fr



L'objectif des Afrikales : l'éveil des curiosités et des esprits à des cultures méconnues.

Plates-formes Pays

Prochaines réunions des plates-formes :

Madagascar, mardi 23 septembre à 14h30, Centre de ressources des associations, 7 bis rue Neuve Bourg l'Abbé, Caen
Mali, jeudi 2 octobre à 14h30, Centre de ressources des associations

Burkina Faso, samedi 27 septembre à 9h30 au centre de ressources des associations

Niger, jeudi 16 octobre à 17h à Horizons Solidaires, 2 rue Saint-Ouen, Caen

Sénégal, samedi 11 octobre à 9h30 au Centre de ressources des associations

Contact : Horizons Solidaires, Gwenaëlle Diarra-Rossignol, 02 31 84 39 09 ou horizonssolidaires2@orange.fr

Rencontre des réseaux

Horizons Solidaires participera à la rencontre nationale des réseaux régionaux de coopération décentralisée et de solidarité internationale à Lille les 18 et 19 septembre 2008. Ils débattront de l'actualité de la coopération décentralisée et de l'accompagnement à proposer aux acteurs, collectivités et associations.

Journées européennes du développement

Horizons Solidaires participera aux prochaines Journées européennes du développement organisées à Strasbourg dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, du 15 au 17 novembre 2008.

Recrutement

Horizons Solidaires compte deux nouvelles chargées de mission : Gwenaëlle Diarra-Rossignol, plus spécifiquement en charge des groupes de coopération renforcée, du développement de la coopération décentralisée et de la coopération avec les réseaux régionaux et nationaux, et Lia Chevalier, chargée plus spécifiquement de l'animation des plates-formes, de la sensibilisation à la coopération décentralisée et de l'accompagnement des porteurs de projets. Contact : Horizons Solidaires au 02 31 84 39 09 ou horizons-solidaires@orange.fr

Création d'une nouvelle antenne régionale Eau Vive Basse-Normandie

Créée en 1978, Eau Vive France est une organisation de solidarité internationale favorisant l'accès à l'eau, à l'assainissement et au développement durable des régions défavorisées du Sahel. Depuis février, elle compte une antenne régionale supplémentaire avec Eau Vive Basse-Normandie, composée des associations *Ifs Solidarité Sahel* et *Solidarité de Louvigny* avec le Sahel, partenaires de longue date d'Eau Vive. Eau Vive Basse-Normandie est présidée par Michelle Bresson et a recruté à mi-temps Julie Villain (ex-chargée de mission d'Horizons Solidaires). Avec le soutien de la Région, elle participe à la réalisation d'un programme d'appui au développement local du canton de Kornaka (Niger).

Contact : Eau Vive Basse-Normandie

Ateliers et journées thématiques

• Horizons Solidaires organisera entre octobre et mars quatre ateliers sur les étapes d'une démarche de coopération décentralisée destinée aux élus et agents des collectivités territoriales nouvellement engagées ou souhaitant s'engager dans un projet de coopération décentralisée.

• Organisation d'un atelier sur les programmes européens, destiné aux collectivités territoriales et aux associations de solidarité internationale.

• Organisation d'une journée thématique sur le don de médicaments, en partenariat avec ReMeD, sur un programme du Ministère de la Santé.

Renseignements auprès d'Horizons Solidaires.

Assemblée générale

La date de la prochaine Assemblée générale d'Horizons Solidaires est fixée au samedi 6 décembre de 9h30 à 12h au Centre de ressources des associations.

Tourisme solidaire

Voyage au Sénégal

L'association *Les Chemins du vent* organise un voyage solidaire au Sénégal, en Casamance, dans le pays Diola, du 7 au 22 novembre 2008. Les participants découvriront Dakar et l'île de Gorée avant de partir dans les villages de Diéba et Ouonck en coopération décentralisée avec la Ville de Fleury-sur-Ome. Accueillis par Momo et Siaka, ils seront hébergés en gîtes, sous des arbres majestueux et entourés de rizières, de vergers et de palmeraies. Les randonnées à pied leur permettront de découvrir un peuple très attaché à ses racines, à ses traditions et à ses fêtes.

Prix : 550 € pour 2 semaines au Sénégal (prévoir en plus l'avion entre Paris-Dakar et Dakar-Ziguinchor, environ 650 €)

Renseignements et réservations : Raphaël Peugnet au 06 86 07 12 92 ou rpeugnet@wanadoo.fr

Collectif Palestine

Voyage d'élus en Palestine

Depuis 2002, un Collectif de Solidarité avec la Palestine (composé de 20 associations, syndicats et partis politiques) œuvre sur le Calvados pour sensibiliser la population et les élus à la situation dans les territoires occupés et soutenir financièrement des initiatives en faveur de la paix. Le Conseil Régional de Basse-Normandie a sollicité le collectif pour organiser un déplacement d'élus en Palestine. Ce type de mission, outre la prise de conscience de la situation, a conduit ailleurs à des coopérations renforcées entre des Régions ou des villes et la Palestine occupée. La mission bas-normande comprendra huit à dix élus municipaux, généraux et régionaux pour une durée d'une semaine, au printemps ou à l'automne 2009. Elle permettra la rencontre et l'échange avec des responsables et élus palestiniens. Horizons Solidaires accompagne le collectif dans ses démarches auprès des élus bas-normands. Outre des prises de rendez-vous individuels, une rencontre collective sera organisée en janvier ou février 2009 avec la projection d'un film (*Iron Wall*, de Mohammed Alatar) et la présence d'un élu d'une région française engagée dans la coopération avec la Palestine.

Contact : Nina Charlier ou Erik Laloy, Collectif 14 de solidarité avec la Palestine, Maison des solidarités, 51 quai de Juillet, 14000 Caen.